

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
BOURGOGNE

Chalon-sur-Saône, le 9 décembre 2014

Unité territoriale de Saône-et-Loire
Subdivision 3 de Chalon-sur-Saône

Référence : FB/MV 051214 n° 169
Affaire suivie par : François BALMES
francois.balmes@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 85 97 56 10 – Fax : 03 85 97 56 39

Objet : Société TRMC. Dossier de demande d'autorisation d'exploiter une carrière
sur la commune d'Igé - renouvellement et extension

**RAPPORT A LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE LA NATURE
DES PAYSAGES ET DES SITES (FORMATION CARRIERES)**

1 - PRESENTATION SYNTHETIQUE DU DOSSIER DU DEMANDEUR

Dans la demande présentée le 27 mars 2014, la SAS TRMC sollicite le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter une carrière de roche massive et une installation de traitement des matériaux sur la commune d'Igé. Le projet prévoit également l'apport de déchets inertes dans le cadre de la remise en état de la carrière. La demande est faite pour une durée d'exploitation de 30 ans.

1.1 - Le demandeur

Raison sociale : TRMC
Forme juridique : SAS
Siège social : 629 route des Carrières – 71118 SAINT MARTIN BELLE ROCHE
Carrière : lieux-dits « Pré de la Crouzette », « En Champ Beurne » et « En Mouge »
SIRET : 302 020 144 00481

La société TRMC assure actuellement l'exploitation de la carrière de granulats autorisées par arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1993 pour une durée de 20 ans. Un arrêté de prolongation de 2,5 ans a été délivré le 23 juillet 2013 dans l'attente de l'approbation du nouveau schéma départemental des carrières. L'exploitation d'une installation de concassage, criblage est également autorisée par l'arrêté préfectoral n°97/3282/2-2 du 13/10/97.

Le site est partagé suivant deux plate-formes (voir la vue aérienne en annexe 2) :

- la plate-forme haute où a lieu l'extraction des matériaux et leur traitement primaire ;
- la plate-forme basse qui accueille le reste des postes de traitement des matériaux, leur stockage avant évacuation et l'ensemble des infrastructures liées au fonctionnement de l'exploitation (atelier, bureau, poste de ravitaillement, pont bascule, ...).

PJ : projet de prescriptions
Copie à : SPR - dossier - chrono

1.2 - La demande

Ce site exploite des roches d'origine volcanique de type rhyolites pour produire des granulats destinés aux enrobés bitumineux et utilisés dans les domaines routiers (viabilité courante, couche de base et de surface, enduits, plate-forme...).

Le projet prévoit :

- l'extension de la carrière sur une surface 17ha 34a 72ca (plate-forme haute),
- la mise en place d'installations de traitement neuves sur le carreau de la plate-forme-haute dans un délai maximal de 10 ans,
- le démantèlement des installations existantes sur la plate-forme basse et l'abandon de cette plate-forme en remontant l'ensemble des infrastructures sur la plate-forme haute,
- l'apport de matériaux inertes issus de chantiers du BTP locaux pour la remise en état du site.

L'exploitant justifie son projet par une demande toujours plus importante en matériaux de qualité, la nécessité d'anticiper la substitution des matériaux alluvionnaires par des matériaux siliceux haut de gamme issus de roches massives, l'amélioration des principes d'exploitation visant à réduire l'impact de la carrière sur son environnement.

Le dossier porte donc sur une demande :

- de renouvellement et d'extension d'exploiter une carrière de roches massives,
- d'exploitation d'une installation de traitement de matériaux,
- d'exploitation d'une installation de transit de matériaux,
- et enfin d'une activité de réception et stockage de déchets inertes.

Le niveau de production sollicitée est identique : une moyenne de 300 000 tonnes par an avec un maximum de 400 000 tonnes pour répondre aux besoins exceptionnels.

Le projet porte sur une surface de 61ha 34a 45ca (la surface actuelle étant de 47ha 00a 96ca) pour une durée d'exploitation de 30 ans. Environ 20 ha sont réellement soumis aux travaux d'extraction. L'extension de la zone d'extraction à proprement parler porte sur 6ha 69a 20ca.

Cette dernière surface actuellement boisée nécessite un défrichement autorisé par l'arrêté préfectoral n° 11-04369 du 19/09/2011.

1.3 - Classement

De l'examen du dossier, il ressort que l'établissement comporte les installations classables suivantes :

Désignation de l'activité	Niveau d'activité	Rubrique de la nomenclature	Régime
Exploitation des carrières au sens de l'article 4 du code minier	Surface : 61ha 34a 45ca	2510-1	A
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 550 kW	Puissance totale installée : 1836 kW	2515-1	A
Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes. La capacité de stockage étant supérieure à 30 000 m ²	Surface stockage : 86 000 m ²	2517-1	A
Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Capacité totale équivalente : 6 m ³	1432-2	NC

Station-service : installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs	Volume annuel équivalent : 40 m ³	1435	NC
Installation de compression	30 kW	2920	NC
Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	300 m ²	2930-1	NC

A (Autorisation), NC (Non classé)

1.4 - Gisement et méthode d'exploitation

La carrière exploite de la rhyolite destinée au secteur des BTP. L'exploitation du gisement est conduite à ciel ouvert et hors d'eau. L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide de tirs de mines et à la pelle hydraulique. La valorisation est réalisée par traitement dans une centrale de concassage-criblage.

Le tonnage total de matériaux à extraire est d'environ 3 538 000 m³ soit 8 845 000 tonnes. L'exploitation génère un volume de découverte de 742 000 m³ (tonnes) qui sera utilisé pour la remise en état du site.

La quantité annuelle maximale de matériaux extraits est de 400 000 tonnes, la production moyenne ne devant pas dépasser 300 000 tonnes par an.

La cote minimale d'extraction est de 356 m NGF. La hauteur maximale des fronts est actuellement de 25 m. Elle sera réduite à 15 m au fur et à mesure de l'exploitation.

A terme, le nombre maximal de fronts sera de neuf pour une hauteur maximale du front d'exploitation de 135 m.

1.5 - Droit du demandeur sur les terrains

L'exploitant est propriétaire d'une partie des parcelles, un contrat de foretage est présenté dans le dossier pour les autres parcelles appartenant à la commune d'Igé. Un avenant reste à fournir pour la parcelle A72 dont l'acquisition par la commune doit être réalisée.

La parcelle A61 incluse dans l'emprise de l'autorisation de 1993 a fait l'objet d'une cessation partielle d'activité.

1.6 - Garanties financières

L'article L516.1 du titre 1^{er} du code de l'environnement soumet certaines installations classées à une obligation de garanties financières. Les exploitations de carrières sont concernées par cette obligation. Les garanties financières ont pour objectif de garantir la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Leur montant doit pouvoir assurer la remise en état à tout moment de l'exploitation.

Les montants calculés de chaque phase sont les suivants :

Phase	Montant en euros TTC (indice TP01 de juillet 2014, soit 700,4)
2015-2020	614 466,78
2020-2025	641 806,60
2025-2030	521 194,26
2030-2035	533 235,63
2035-2040	530 339,68
2040-2045	532 316,62

1.7 - Etat initial du site et de son environnement

La carrière est implantée en partie Ouest du territoire communal d'Igé, le long de la RD 134, au niveau du «Bois de la Perrette». L'habitation la plus proche se trouve au sud de la carrière au niveau du hameau « les Places » à moins de 500 m des limites de l'extraction (125 m).

Les principaux enjeux environnementaux identifiés sont les suivants :

- la biodiversité : avec la présence d'espèces remarquables à fort enjeu nécessitant une attention particulière : l'alyte accoucheur et le crapaud sonneur à ventre jaune (amphibiens), l'écrevisse à pattes blanches (invertébré aquatique), l'hirondelle de rochers, le circaète Jean-le-Blanc, le petit gravelot, l'engoulevent d'Europe, le grand-duc d'Europe (oiseaux), ainsi que plusieurs espèces de chiroptères.
- la gestion des eaux dans la carrière : eaux de ruissellement, modification de bassin versant, qualité et quantité des eaux rejetées.
- le paysage : visibilité de la carrière due à sa position géographique, stockage de matériaux extraits.
- l'environnement humain : trafic, bruit, vibrations, poussières.
- l'apport de matériaux extérieurs : compatibilité avec le milieu environnemental.

1.8 - Synthèse des inconvénients et des moyens de prévention

Les mesures proposées par l'exploitant pour supprimer, réduire ou compenser les nuisances et inconvénients sont les suivantes :

1.8.1 - Biodiversité

Le projet se trouve en zone Natura 2000 (pSIC n°FR2601016) « Bocage, forêts et milieux humides du bassin de la Grosne et du Clunysois » ainsi qu'en ZNIEFF de type II (n°0008) « Côte mâconnaise ». La proposition de site d'intérêt communautaire (pSIC) englobe un mélange équilibré de prés bocagers, de cultures et de massifs boisés et de zones humides reliées entre elles par des corridors écologiques, dont la connectivité est importante.

État initial :

Certaines espèces remarquables et protégées sont concernées par le projet. Il s'agit principalement de l'avifaune, dont 3 espèces sont inscrites à la directive oiseaux (le grand-duc d'Europe, le circaète Jean-le-Blanc et l'engoulevent d'Europe). Deux espèces identifiées dans la zone Natura 2000 sont inscrites à l'annexe II de la Directive Habitats 92/43/CEE (crapaud sonneur à ventre jaune et écrevisses à pattes blanches). Une seule espèce de reptile a été contactée sur la zone : le lézard des murailles, protégé, non menacé et très commun. En ce qui concerne les chiroptères, aucune colonie d'hivernage des espèces signalées dans la pSIC n'est identifiée dans le périmètre du projet. Elles peuvent fréquenter ponctuellement le site et ses alentours en chasse ou en dortoir temporaire.

Impacts :

Le défrichement de 6ha 69a 20ca conduira obligatoirement à la destruction directe d'habitats du milieu forestier, notamment la chênaie-charmaie.

Les impacts sur la faune seront principalement la destruction d'individus, de pontes ou de larves, la destruction de nichées, les pertes d'habitats et de zones d'hivernage et la rupture des corridors écologiques liés à l'exploitation de la carrière.

Prenant en compte les mesures prévues par l'exploitant, la notice d'incidences Natura 2000 conclut à l'absence d'incidence notable du projet sur la conservation des espèces et des habitats du site Natura 2000.

Mesures :

Les mesures visant à éviter et réduire les impacts pendant les périodes d'intervention (défrichement, exploitation, remise en état) sont :

- le maintien des secteurs les plus sensibles en dehors du périmètre d'exploitation (éperon rocheux pour les hirondelles de rochers et le grand-duc d'Europe, talus en marge de la carrière exploité par l'engoulevent d'Europe),
- la création de biotopes de reproduction pour les crapauds sonneurs à ventre jaune et les alytes accoucheurs avec mise en place de barrières étanches destinées à empêcher l'accès des amphibiens à la carrière.
- la compensation du défrichement par la cession de la parcelle A 61 à la commune avec mise en gestion forestière par l'ONF.

1.8.2 - EauÉtat initial :

La carrière se situe à proximité de la petite Mouge, ruisseau classé en réservoir biologique (FRDR12105) par le SDAGE Rhône Méditerranée, alimenté par le bief du Vin . Ces deux cours d'eau accueillent une des populations les plus importantes d'écrevisses à pattes blanches du département. L'étude d'impact présente l'hydrologie et l'hydrogéologie de la zone étudiée. Des études de terrain ont également été menées (relevés de débits). Le projet indique la présence d'un talweg dans la zone d'extension qui se rejette dans le bief du Vin.

Les principaux rejets (eaux résiduaires et pluviales) de la carrière rejoignent la petite Mouge. Une étude hydraulique concernant la protection du bourg d'Igé contre les crues de la petite Mouge et la gestion des eaux pluviales de la carrière a été réalisée en 2006 compte tenu des problèmes d'inondation par débordement de ce cours d'eau. Des aménagements hydrauliques et de traitement des eaux existent déjà au niveau de la carrière : bassins de décantation et séparateur d'hydrocarbures relié à la plate-forme des équipements.

Aucun captage d'alimentation en eau potable n'existe à proximité du site.

Impacts :

Le projet d'extension modifie les bassins versants et donc les écoulements au sein de la carrière. La zone défrichée (extension) va accélérer et modifier les sens des ruissellements actuels. Une étude hydrogéologique concernant l'impact de l'extension de la carrière sur le bief du Vin a donc été réalisée, elle conclut à l'absence d'impact hydraulique et par conséquent à l'absence d'impact sur la population d'écrevisses à pattes blanches répertoriée.

Un risque potentiel en terme de rejets de matières en suspension (MES) et d'hydrocarbures existe.

Mesures :

Concernant l'impact sur l'eau, les mesures proposées sont classiques et appropriées aux enjeux en cas de pollution accidentelle due à la présence d'hydrocarbures : kits d'absorption à disposition en cas de fuites, installation d'une aire étanche pour le ravitaillement des engins et leur entretien, séparateur d'hydrocarbure, interdiction d'accès aux personnes étrangères au site, boisements et merlons périphériques, barrière...

La carrière fait l'objet d'un suivi de la qualité des eaux rejetées.

Concernant les mesures spécifiques pour la gestion des eaux (ruissellement et modification des bassins versants) l'exploitant propose des mesures de prévention du risque de pollution ainsi que des mesures d'aménagement pour optimiser la circulation des eaux dans l'emprise de la carrière et pour limiter l'impact hydraulique (écoulements potentiellement chargés en MES) sur la petite Mouge et le bief du Vin.

Ces mesures consistent à aménager un nouveau bassin de décantation disposant en un canal amont d'un canal de sédimentation et à déconnecter les eaux en provenance des différents bassins versants de la zone d'exploitation. Afin d'éviter tout risque de baisse de qualité des eaux du bief du Vin un fossé d'écoulement amont à la zone de chantier sera créé. De même, un fossé de collecte des eaux en aval de la zone d'extraction permettra de récupérer les écoulements et de les diriger vers l'excavation existante.

Les futures installations de traitement disposeront d'un dispositif de lavage des matériaux en circuit fermé et sans utilisation de flocculant.

1.8.3 - Paysage

État initial :

La carrière se trouve dans la partie occidentale des Monts du Mâconnais sur les plus hauts reliefs de ce massif. Les crêtes de ce massif sont segmentées par des vallons de rivières (la Mouge pour ce secteur). Le bassin visuel au sein duquel se trouve la carrière d'Igé présente un grand intérêt paysager. Le diagnostic paysager de la demande d'autorisation indique qu'il existe actuellement des points de vue où les fronts d'exploitation sont très visibles.

En effet le site est visible depuis plusieurs secteurs, notamment depuis le village d'Igé. Les composantes paysagères sont diversifiées (vallées, coteaux et reliefs boisés, champs, vignes, ruisseaux, hameaux....).

Impacts :

L'étude du projet montre un impact sensiblement identique à celui qui existe actuellement.

Mesures :

L'éperon rocheux conservé à des fins d'écran paysager sera maintenu.

L'impact visuel du front rocheux en partie Ouest de l'excavation sera réduit avec son remblaiement. Un écran topographique sera ainsi progressivement constitué avec l'avancement de la remise en état.

Avec le démantèlement des installations de traitement et des infrastructures de la plate-forme basse, l'impact visuel du site le long de la RD 134 sera diminué.

L'objectif de la remise en état cible une intégration paysagère progressive valorisant le site.

1.8.4 - L'environnement humain - Trafic routier

État initial :

La commune d'Igé est traversée par la RD 134 et la RD 85 qui permet de relier Mâcon par Azé. La seule route d'accès à la carrière est la RD 134. En terme de trafic, 80% des poids lourds reviennent à Igé par la RD 134 et donc traversent la commune. Ensuite, 60 % d'entre eux empruntent la RD 85 (40% vers le sud et 20% vers le Nord). Selon le dossier, le trafic routier de poids lourds est presque exclusivement généré par l'activité de la carrière (en moyenne 160 camions par jour).

Mesures et impacts :

L'étude d'impact précise que le projet n'augmentera pas le trafic poids-lourds par rapport à la situation actuelle, l'accueil des déchets inertes étant prévu par contre-voyage uniquement.

L'exploitant a prévu la réalisation d'un revêtement silencieux sur la RD85.

La sortie de la carrière sera aménagée pour permettre une visibilité et une sécurisation des usagers de la route.

1.8.5 - L'environnement humain - Bruit

Etat initial :

Concernant le bruit, l'environnement sonore du site est globalement calme.

Pour la carrière d'Igé, le bruit est généré par :

- les travaux de décapage et d'extraction et de remise en état,
- le traitement des matériaux dans les installations,
- le chargement des camions,
- la circulation des engins et camions sur le site.

L'exploitant fait un bilan des campagnes de mesures effectuées sur le site en application de l'arrêté ministériel du 13/10/97. Il en ressort que les habitations les plus sensibles sont situées au lieu dit « Les Places ». L'exploitant a mis en place des mesures de réductions du fait de

dépassements ponctuels en zone à émergence réglementée notamment en réduisant le stockage de granulats en extrémité Sud-est de la carrière.

Impacts et mesures :

L'étude acoustique complémentaire détermine une probable non conformité aux critères réglementaires en terme d'émergence. Cependant, cette étude a été effectuée, en l'absence de données sur les futures installations, sur la base des résultats acoustiques des installations existantes.

La principale mesure de réduction du bruit est le remplacement des installations de traitement par des installations plus performantes en terme de limitation du bruit.

L'exploitant prévoit également de remplacer les avertisseurs sonores des véhicules.

1.8.6 - L'environnement humain - Poussières

Etat initial :

La carrière d'Igé constitue la seule source de poussières du secteur notamment de poussières minérales siliceuses provenant de l'exploitation de la roche.

Les sources d'émission sont :

- le traitement des matériaux,
- le transport des matériaux par bandes transporteuses,
- le chargement des camions,
- la mise en stock des matériaux,
- la circulation des engins,
- la foration pour les tirs de mine et l'abattage des matériaux par tirs de mines,
- l'alimentation des engins à l'extraction et au niveau des installations de traitement.

Impact :

Conformément à la réglementation, l'exploitant effectue des mesures de retombées de poussières annuellement au niveau de trois points de mesures :

- habitation la plus proche des limites de l'exploitation,
- zone de front de taille (extraction),
- zone de l'installation primaire.

Les rapports de suivi de poussières montrent l'existence d'un niveau ambiant d'empoussiérage.

Mesures :

Le dossier indique les mesures de réduction existantes sur le site :

- concernant la foration : utilisation de foreuse équipée de système de dépoussiérage autonome,
- concernant les installations de traitement : brumisation au niveau des points sensibles de l'installation, aspiration au niveau des cribles tertiaires, bardage, stockage en silos privilégié ...
- concernant la circulation sur piste : limitation de la vitesse de circulation, arrosage des pistes par temps sec.

La future installation de traitement sera dotée de système d'abattage plus performant (confinement des concasseurs et des cribles, rabattement des poussières par système électrostatique ou aspiration, brumisation...). Les matériaux les plus fins seront stockés dans des silos.

1.8.7 - L'environnement humain - Vibrations

Etat initial :

Les vibrations les plus remarquables sont générées par les tirs de mines. L'exploitant effectue des mesures de vibration au niveau de deux habitations : au hameau des Places et au château de la Bruyère.

Impact et mesures :

Les caractéristiques des tirs de mines (fréquence, rythme d'exploitation, charge unitaire utilisée) dans le cadre de la prolongation et de l'extension resteront inchangées par rapport à la situation actuelle. Les travaux d'exploitation de la carrière vont progresser vers le Nord et le Nord-Ouest en s'éloignant des habitations les plus proches.

La valeur maximale de vitesse particulaire mesurée actuellement est inférieure à la valeur réglementaire ainsi qu'aux préconisations du SDC 71.

1.8.8 - Stockage de déchets inertesÉtat initial :

Actuellement, seuls les déchets identifiés inertes issus de la carrière sont utilisés pour la remise en état du site.

Impact et mesures :

Les matériaux accueillis seront associés à ceux de la carrière pour être réutilisés dans le cadre de la remise en état. Le risque potentiel est lié à la nature et à la qualité des matériaux qui seront acceptés sur le site mais aussi à la stabilité des remblais réalisés.

Une étude de stabilité des versées dédiées à accueillir les déchets inertes a été réalisée.

Une procédure stricte d'acceptation des déchets inertes sera mise en œuvre afin d'éviter tout apport inapproprié de matériaux : demande d'acceptation préalable à l'apport, vérification du chargement à l'entrée du site, déchargement sur une plate-forme dédiée pour contrôle rigoureux et tri éventuel de matériaux non acceptable avant mise en dépôt. Tout refus de matériaux sera signalé à la préfecture.

De plus, l'exploitant tiendra un registre de suivi des matériaux acceptés sur le site et réalisera une cartographie des zones de dépôt.

2 - AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Le dossier a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale signé le 14 mai 2014 par le Préfet de Région. Cet avis a conclu sur les points suivants :

« Le dossier témoigne d'une démarche sérieuse d'analyse des enjeux environnementaux ainsi que d'une recherche de limitation des impacts du projet sur l'environnement dans le site d'extraction et aux alentours.

Les impacts sur les principaux enjeux susvisés sont analysés. Des mesures d'évitement, de réduction et de compensation lorsque c'est nécessaire sont proposées. Les mesures envisagées sont globalement adaptées. La définition des modalités permettant de s'assurer de la bonne réalisation de ces mesures et du suivi de leurs effets sur l'environnement devrait être précisée pour permettre de vérifier l'engagement du pétitionnaire, notamment pour justifier l'impact positif annoncé sur les espèces relevées ».

3 - CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE**3.1 - Avis des services**

- **M. le Directeur du service interministériel de défense et de protection civile**, dans son courrier du 29 juin 2014, précise que « la commune d'Igé est concernée par :
 - les crues rapides de la Petite Mouge, affluent de la Mouge,
 - le risque de mouvements de terrain lié à l'existence d'érosion viticole diffuse et concentrée.
 - De plus, six cavités souterraines naturelles sont présentes (grotte d'En Rouge, grotte des Cachettes 1, grotte des Cachettes 2, grotte Sous la Roche, Source du Lavoir d'Igé et Source Froide), est classées en zone d'aléa 2 (faible).

- **M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours**, dans son rapport en date du 17 juin 2014, émet un **avis favorable** à la demande en précisant qu'il convient de respecter les prescriptions suivantes :
"Aménagement des installations : disposer et aménager les installations conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions de ce rapport.
Conception – implantation - desserte : aménager les abords des bâtiments afin de permettre l'accès et une circulation aisés pour les engins de secours et de lutte contre l'incendie. Les voies principales du site devront être praticables en tout temps par les véhicules de lutte contre l'incendie.
Moyens de secours intérieur : installer des moyens de premiers secours appropriés aux risques, tels que : extincteurs, postes d'eau, etc..., en nombre suffisant, en des endroits visibles et facilement accessibles en toutes circonstances.
Défense incendie extérieure : dans le cadre général de la protection contre l'incendie des biens implantés sur le territoire communal, indiquer à l'entrée du site, sur une plaque inaltérable, le point d'eau normalisé le plus proche (adresse, distance, caractéristiques du poteau d'incendie).
Utilisation des matières explosives : l'emploi de matières explosives devra être réalisé conformément à la réglementation en vigueur. Afficher de façon bien visible les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les secteurs présentant des risques particuliers d'explosion et d'incendie, faire respecter ces recommandations.
Accueil et guidage des secours : assurer l'accueil et le guidage des moyens sapeurs-pompiers sur le site pendant la durée de l'intervention. Par conséquent, une personne désignée assurera l'accueil et le guidage des secours vers la zone d'intervention".
- **L'institut national de l'origine et de la qualité**, dans son courrier en date du 6 juin 2014, n'a **pas de remarque** à formuler sur ce projet qui n'a pas d'incidence directe sur les AOC et IGP concernées par le site.
- **M. le Directeur départemental des territoires**, dans son courrier du 31 mars 2014, n'émet **pas d'observation particulière**.
- **M. le Directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne**, dans son courrier du 5 mai 2014, émet un **avis favorable** avec les remarques suivantes :
« Bruit : ... Des mesures de bruit périodiques devront vérifier dans le temps, la réduction des niveaux sonores au droit des zones à émergence réglementées.
Eau : le réseau d'eau potable devra être muni d'un disconnecteur qui devra faire l'objet d'un contrôle de maintenance annuel ».
- **Le président du département de Saône-et-Loire**, dans son courrier du 12 juin 2014, émet un **avis favorable** assorti des remarques suivantes : *« ...Toutefois, du fait de l'implantation du site dans un périmètre à haut niveau de protection environnementale ... je souhaite qu'une attention toute particulière soit portée sur le respect de la mise en application de mesures compensatoires et de renaturation pendant et après la phase d'exploitation.*
Par ailleurs, je souhaiterais que des mesures de minimisation des gênes occasionnées envers les populations des communes concernées par le trafic poids lourds lié aux activités d'exploitation de la carrière soient proposées par la société TRMC».
- **M. le chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine de Saône-et-Loire**, dans son courrier du 28 mai 2014, n'émet **pas de remarque particulière**.

3.2 - Avis des Conseils Municipaux

- Le conseil municipal d'Igé, dans sa séance du 28 juillet 2014, émet un **avis favorable** à la demande.
- Le conseil municipal d'Azé, dans sa séance du 25 juin 2014, demande :
 - « qu'une déviation pour éviter la traversée des villages soit mise en place ;

- *à défaut que les camions ne traversent pas la commune avant 6h55 du matin,*
- *d'autre part nous exigeons une participation de TRMC pour la mise en sécurité routière avec la réfection de la chaussée (anti-bruit), les regards, peinture blanche,*
- *nous exigeons le respect du code de la route, des horaires et des limitations de vitesse ».*
- Le conseil municipal de Donzy-le-Pertuis, dans sa séance du 11 juin 2014, émet un **avis favorable** au projet.
- Le conseil municipal de Cluny, dans sa séance du 9 juillet 2014 émet un **avis favorable** au projet **sous réserve** que le réaménagement de la carrière, après exploitation, soit amélioré par des prescriptions supplémentaires.
- Le conseil municipal de Berzé-le-Chatel, dans sa séance du 29 juillet 2014 émet un **avis favorable sous réserve** que les camions ne circulent pas avant 7h du matin pour le respect des riverains.

3.3 - Enquête publique

Prescrite par arrêté préfectoral du 20 mai 2014, l'enquête publique s'est déroulée du 10 juin au 15 juillet 2014 inclus. L'avis de l'autorité environnementale a été annexé au dossier pendant la phase d'enquête publique afin que toute personne venant consulter le dossier puisse également prendre connaissance des conclusions de l'avis.

Six observations ont été consignées sur le registre d'enquête publique et 28 courriers ont été reçus par le commissaire enquêteur dont ceux des associations A.I.S.E., Collines Humaines, Capen 71, Montbellet Patrimoine, Saône-et-Loire Environnement-Nature et Vallons Ensemble qui s'opposent à l'ouverture de la carrière ainsi qu'un courrier de M. DASSONVILLE (médecin du travail) qui met l'accent sur la dangerosité des poussières de porphyre et de rhyolite.

En résumé, les points soulevés sont les suivants :

- une durée d'autorisation d'exploiter pour 30 ans trop longue (15 ans maximum),
- la compatibilité du schéma départemental des carrières avec le renouvellement et l'extension de carrières en zone Natura 2000,
- une mise en service de la nouvelle installation de concassage-criblage dès que possible pour moins de nuisances (poussières notamment),
- les nuisances diverses dues au passage des camions (bruit, vitesse, horaires, poussières dues aux non bâchage, dégradation des chaussées, non respect des règles du code de la route), augmentation du trafic lié au stockage de déchets inertes,
- la réduction, voire la suppression des émissions de poussières, dangerosité des poussières de porphyre,
- le risque d'inondation dû au ruissellement des eaux de la carrière jusqu'au village, bassins de rétention suffisamment dimensionnés,
- le non respect de la périodicité des commissions locales de suivi de la carrière,
- la blessure d'animaux par les tirs de mine,
- la réception de matériaux inertes sur le site ; qualité des matériaux difficile à vérifier et proximité des sources de la rivière Petite Mouge,
- l'amplification des risques climatiques dus au déboisement de la colline et l'impact visuel.

3.4 - Mémoire en réponse du demandeur

Dans son mémoire en réponse transmis au commissaire enquêteur le 22 juillet 2014, l'exploitant répond aux interrogations soulevées par l'enquête publique et le commissaire enquêteur.

3.5 - Conclusions du commissaire enquêteur

En conclusion, dans son rapport du 4 août 2014, le commissaire enquêteur émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation avec les recommandations suivantes :

- « la mise en place d'une charte de « bonne conduite » avec les transporteurs, avec éventuellement l'aide ponctuelle des forces de l'ordre, car l'ensemble des réclamations présentées par la population provient du transport. Ce sont les nuisances provoquées par les camions (bruit, non respect des horaires, non bâchage, vitesse excessive, non respect des horaires...) qui ont focalisé le mécontentement des habitants et non la carrière par elle-même où les objections viennent d'associations mais trouvent leur réponse dans le dossier très complet soumis à l'enquête. »
- « envisager de dissocier l'arrêté pour la prolongation et l'extension de la carrière de celui qui pourrait être accordé pour le stockage des matériaux inertes. A défaut le maximum de précaution devra être pris pour encadrer cette activité dans la rédaction de l'arrêté unique. »

4 - REGLEMENTATION APPLICABLE (principaux textes)

- Arrêté du 22 septembre 1994 (modifié) relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- Arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,
- Arrêté du 06 juillet 2011 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées.

5 - ANALYSE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Le tableau ci-après récapitule l'ensemble des observations et des demandes issues de la procédure et indique l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées.

Observations et demandes issues de la procédure	Propositions de l'inspection des installations classées
<u>SDIS</u> <ul style="list-style-type: none"> • Disposer et aménager les installations conformément au dossier de demande. • Aménager les abords pour les engins de secours. • Installer des moyens de secours intérieurs appropriés aux risques • Installer des moyens de secours extérieurs appropriés aux risques. • Indiquer le point d'eau normalisé le plus proche sur une plaque inaltérable. • Afficher les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties à risque (utilisation de matières explosives) • Accueil et guidage des secours 	Ces éléments sont repris au niveau du projet d'arrêté préfectoral, notamment au chapitre 7.6 → Art. 1.3 → Art. 7.3.1.4. et 7.7.5.1. → Art. 7.7.1 et 7.7.5.3 → Art. 7.7.5.3 → Art. 7.7.5.3 → Art. 7.6.8 → Art. 7.7.5.2
<u>ARS</u> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôles acoustiques en phase d'exploitation • Disjoncteur à zone de pression réduite contrôlable 	Auto-surveillance des niveaux sonores prescrite à l'article 9.2.3. Prescrit à l'article 4.1.1.

<u>Département Saône-et-Loire</u> <ul style="list-style-type: none"> • respect de la mise en application de mesures compensatoires et de renaturation pendant et après la phase d'exploitation • mesures de minimisation des gênes occasionnées par le trafic poids lourds proposées par la société TRMC 	<p>Suivi faune-flore prescrit à l'article 9.4.3</p> <p>L'exploitant a proposé la mise en œuvre d'enrobé anti bruit sur la RD 85. Une charte de « bon comportement routier » a destination des transporteurs est prévue à l'article 2.4.6.</p>
<u>Conseil municipal d'Azé</u> une déviation pour éviter la traversée des villages, <ul style="list-style-type: none"> • à défaut les camions ne traversent pas la commune avant 6h55 du matin, • participation de TRMC pour la mise en sécurité routière avec la réfection de la chaussée (anti-bruit), les regards, peinture blanche, • respect du code de la route, des horaires et des limitations de vitesse. 	<p>L'article 2.4.6. prévoit que l'évacuation ou l'apport de matériaux par la route ne démarre pas avant 7h.</p> <p>Le dossier de demande prévoit la mise en œuvre d'enrobé anti bruit sur la RD 85.</p> <p>Une charte de « bon comportement routier » a destination des transporteurs est prévue à l'article 2.4.6.</p>
<u>Conseil municipal de Berzé-le-Chatel</u> Pas de circulation de camion avant 7h du matin	<p>L'article 2.4.6. prévoit que l'évacuation ou l'apport de matériaux par la route ne démarre pas avant 7h</p>
<u>Commissaire enquêteur</u> <ul style="list-style-type: none"> • charte de « bonne conduite » • dissociation de l'autorisation de la carrière de celle du stockage des matériaux inertes. A défaut le maximum de précaution devra être pris pour encadrer cette activité dans la rédaction de l'arrêté unique. 	<p>Prescrit à l'article 2.4.6.</p> <p>L'autorisation ne peut pas être dissociée dans la mesure que ces matériaux rentrent dans le cadre de la remise en état de la carrière.</p> <p>→ Ensemble des prescriptions du chapitre 8.3</p>
<u>Avis de l'autorité environnementale :</u> <ul style="list-style-type: none"> • définition des modalités permettant de s'assurer de la bonne réalisation des mesures et du suivi de leurs effets sur l'environnement (...) notamment pour justifier l'impact positif annoncé sur les espèces relevées 	<p>→ Ensemble des prescriptions d'auto-surveillance du titre 9 et en particulier l'article 9.4.3.</p>

Par ailleurs, l'inspection estime que l'enjeu du projet de l'exploitant en terme de réduction des impacts (bruit, poussières, paysage) est lié au regroupement de l'ensemble de l'activité sur la plate-forme haute et, dans ce cadre, au démantèlement et remplacement des installations de traitement par des installations performantes (investissement de l'ordre de 10 millions d'euros). C'est pourquoi le projet de prescriptions fixe des échéances pour la mise en œuvre des nouvelles installations et la remise en état de la plate-forme basse (articles 1.2.1. et 1.2.2. et 2.6.2.1. et titre 10).

Dans le cadre de ces aménagements conséquents, une durée courte pour l'exploitation n'est pas envisageable pour assurer l'amortissement de l'investissement.

Le projet de prescriptions prévoit de fait que des mesures d'auto-surveillances sonores et de poussières prenant en compte la mise en œuvre de la nouvelle installation de traitement de manière à apprécier la réduction de l'impact de l'exploitation (articles 9.2.1.2 et 9.2.3.).

De même, afin d'affiner l'étude d'impact sanitaire, le projet de prescriptions prévoit la réalisation de mesures de concentration de poussières dans l'air à l'extérieur du site à une fréquence annuelle tant que la nouvelle installation de traitement n'est pas mise en service. Cette fréquence sera revue suivant les résultats de la première campagne de mesure réalisée suite à la mise en service des installations de traitement (article 9.2.1.2).

Afin de garantir l'absence d'augmentation de trafic routier du fait de l'apport de matériaux extérieurs sur le site le projet de prescription conditionne cette activité à la réalisation de contre-voyage à plein (article 8.3.1).

6 - CONCLUSION

Sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport, qui tiennent compte des différents avis formulés, nous proposons à la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites, d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation sollicitée par la société TRMC pour sa carrière d'Igé.

Rédacteur :

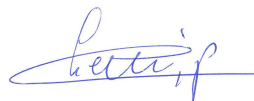
L'inspecteur de l'environnement



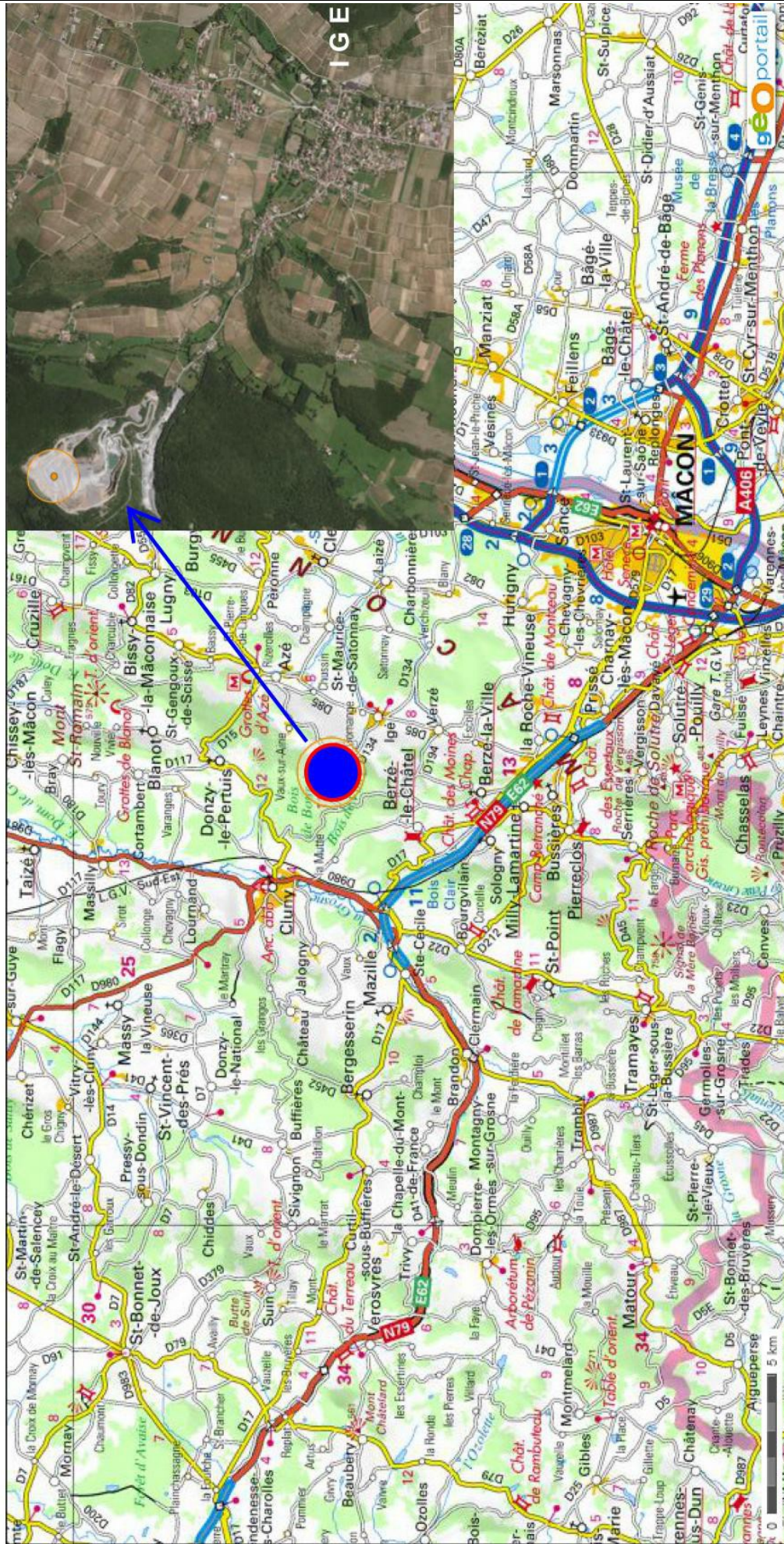
François BALMES

Vérificateur et approbateur :

Le responsable de l'unité territoriale
de Saône-et-Loire



Patrice CHEMIN



ANNEXE 2 : VUE AERIENNE DU SITE

Plate-forme haute :

- zone d'extraction actuelle, de traitement primaire et de pré-stockage
- future emprise de l'ensemble de l'exploitation

Plate-forme basse : installations de traitement actuelles et infrastructures